

Lettre ouverte du Collectif Palestine 63 Ã FranÃ§ois Hollande

Description

Ã MonÃsieur FranÃ§ois HolÃlande

Palais de lâ??ElysÃe

55 rue du FauÃbourg St HonorÃ

75008 PARIS

Clermont-Ferrand, le 9 juillet 2014

Monsieur le PrÃsident de la RÃpublique,

Au prÃtexte de lâ??assassinat de trois jeunes colons, assassinat que nous condamnons, Benjamin Netanyahu sâ??est lancÃ© dans une opÃration de punition collective Ã grande Ãchelle contre les Palestiniens, tuÃs, blessÃs, expulsÃs et emprisonnÃs en nombre, genre dans lequel lâ??armÃe israÃlienne excelle depuis longtemps.

Ces ÃvÃnements ont aussi entraÃnÃ des manifestations extrÃmistes et racistes Ã JÃrusalem et ailleurs, notamment Ã Saint Jean dâ??Acre. Un jeune Palestinien a ÃtÃ assassinÃ de faÃon horrible pendant ces dÃbordements haineux et violents.

Ceci est le rÃsultat de la lâchetÃ politique des acteurs internationaux, dont la France.

Nous reproduisons ci-dessous des extraits dâ??un discours prononcÃ le 20 novembre 2002 au meeting de la MutualitÃ pour la suspension de lâ??accord dâ??Association Union EuropÃenne-IsraÃ :

Ã« Les Palestiniens vivent cette situation qui est rÃvoltante avec, notamment, la destruction volontaire de lâ??autoritÃ palestinienne, la rÃpression terrible et son cortÃge de morts, lâ??occupation et la destruction des villes, des villages, des maisons, la poursuite de la colonisation qui viole le droit international et qui effectivement ne sâ??est jamais arrÃtÃe, le chÃmage, la misÃre sociale et sanitaire que vivent les Palestiniens. On veut dÃtruire les infrastructures, la mÃmoire, le futur de ce peuple. Cela est inacceptable et nÃcessite la mobilisation de toute la communautÃ internationale.

Quelle farouche volontÃ, quel symbole de sâ??en sortir pacifiquement pour le peuple palestinien dans sa grande majoritÃ.

Alors oui, la cause de la Palestine est la cause du droit, de la justice, du droit des Palestiniens Ã disposer dâ??un Etat et Ã vivre en paix.

Il faut quâ??IsraÃ respecte les rÃsolutions de lâ??ONU. Pour cela le rapport des forces est indispensable et donc il faut amener les parlements et les gouvernements Ã suspendre lâ??accord dâ??Association Union EuropÃenne-IsraÃ, ce qui aurait effectivement un Ãcho Ãnorme en IsraÃ et en Palestine.

Oui, chers amis, nous devons faire la démonstration de notre volonté inébranlable pour que le peuple palestinien, à travers notre mobilisation, retrouve le chemin de l'histoire. »

Ce discours, auquel on ne peut que souscrire, a été prononcé par monsieur Manuel VALLS, actuel Premier ministre.

Malheureusement, douze ans se sont écoulés et, à notre constat, la situation n'a fait qu'empirer pour le peuple palestinien :

• la bande de Gaza mise sous un blocus inhumain depuis 2006 et qui a subi les terribles agressions de l'armée israélienne en 2008-2009 et en 2012, avec en plus des raids presque quotidiens touchant les civils, femmes, enfants et vieillards;

• des milliers de prisonniers politiques, dont des civils, dans les geôles d'Israël et des centaines en détention administrative, c'est-à-dire sans inculpation ni jugement, cela au mépris des conventions internationales ;

• la construction de colonies en Cisjordanie a augmenté de 123% en 2013 par rapport à 2012. Pendant les neuf mois du cycle de négociations sous la houlette de Washington, Israël a approuvé la construction de 13 851 nouveaux logements dans les territoires palestiniens occupés, ce qui traduit une accélération « sans précédent », selon les chiffres de l'ONG israélienne Shalom Archav (« La Paix maintenant ») ;

• des destructions de maisons par centaines ;

• l'arrachage d'oliviers et autres arbres fruitiers par milliers ;

• des réfugiés par millions (5 à 6 millions, soit plus de la moitié des Palestiniens sont réfugiés), et certains, comme en Syrie actuellement, mourants de faim et condamnés à un nouvel exil ;

• les Palestiniens d'Israël (1.5 millions, soit environ 20 % de la population de cet Etat) toujours victimes de nombreuses discriminations par rapport aux autres Israéliens.

La liste est loin d'être exhaustive.

Des dizaines de rapports émanant de diplomates, de parlementaires, de chargés de missions de l'ONU, de diverses ONG faisant état de la situation sont envoyés depuis des années dans les chancelleries.

Par ailleurs, vous savez très bien Monsieur le Président que les soi-disant négociations du processus de paix font le jeu d'Israël qui pendant ce temps poursuit l'annexion des Territoires palestiniens occupés et conduit inexorablement à empêcher la construction d'un Etat Palestinien viable et souverain.

Le 20 décembre 2012, vous avez dénoncé à Alger le système colonial « profondément injuste et brutal » ; le 15 octobre 2013 à Soweto en Afrique du Sud propos de l'Apartheid vous avez déclaré « c'est étonnant de venir ici, à Soweto, Soweto o'1, il y a quarante ans, les gens mourraient pour leur liberté, pour leur dignité ».

Système colonial, apartheid, qualifient aussi la politique des gouvernements israéliens depuis bientôt 70 ans. Chaque jour les Palestiniens sont victimes de ces systèmes et meurent pour leur liberté et leur dignité.

Il ne peut pas y avoir d'arrangement avec un gouvernement qui dénie les droits de tout un peuple et, pire encore, se livre régulièrement à des crimes de guerre.

Il n'y a aucune excuse à la politique israélienne, il n'y a aucune excuse à votre politique qui se refuse à mettre en place des sanctions efficaces pour contraindre cet Etat au respect du droit.

Nous reprenons la phrase de Manuel Valls : *« nous devons faire la démonstration de notre volonté inébranlable pour que le peuple palestinien, à travers notre mobilisation, retrouve le chemin de l'histoire. »* C'est ce que nous attendons de vous, Monsieur le Président.

Les événements de ces dernières semaines montrent toute l'urgence qu'il y a à agir avant qu'il ne soit trop tard pour le peuple palestinien mais aussi pour le peuple israélien.

En conclusion, les organisations du Puy-de-Dôme signataires de cette lettre ont leur phrase d'un agriculteur palestinien commentant les événements récents : *« Les Israéliens ont tort de croire qu'en nous opprimant ils deviennent libres : un peuple qui opprime un autre peuple ne peut pas être libre ! »*.

Nous adressons une copie de cette lettre ouverte à Monsieur le Président, aux ministres et secrétaire d'Etat M Valls, L Fabius et H Darcis, et aux députés et sénateurs du Puy-de-Dôme.

Le collectif Palestine du Puy-de-Dôme : Association Amitié Franco-Tunisienne Auvergne, Association Des Elus Communistes et Républicains 63, Association France Palestine Solidarité 63, ATTAC 63, Brut de Bâton Production, Confédération Générale du Travail-UD 63, Espaces Marx 63, Europe Ecologie Les Verts 63, Fédération Syndicale Unitaire 63, Gauche Anticapitaliste-Ensemble 63, Jeunes Communistes de France 63, Ligue des Droits de l'Homme Clermont-Riom, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples 63, Nouveau Parti Anticapitaliste 63, Parti Communiste Français-Fédération 63, Parti de Gauche 63, Réseau Education Sans Frontières 63, Solidarité-Tch Tchénie 63, Union des Etudiants Communistes 63, UNEF Auvergne, UTOPIA 63

(contact : AFPS 63, 88 rue de l'Oradou, 63000 Clermont-Ferrand, afps.pdd@gmail.com)

date création
2014/07/10